



SNCF PARIS SUD-OUEST

Lundi 4 septembre 2023

Ni dialogue social, ni provocations racistes : pour une rentrée des luttes !

Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui ne suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.

La guerre sociale qu'ils nous mènent

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation. Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires. On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics. Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée. Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte. Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023. De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

Ni provocations racistes, ni dialogue social

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN. C'était soi-disant pour lui soumettre les propositions de la Nupes qu'ils y ont passé la nuit... avec l'espoir que Macron les applique le lendemain matin ? Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires : celles-ci répondent « chiche ». Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

La seule solution face à leur guerre sociale, ce sont nos luttes, pas le dialogue. On ne tourne pas la page du mouvement pour nos retraites, au contraire !

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.

Classe unique (pas) pour tous !

TER Centre annonce la suppression de la 1ere classe. Bien. Mais seulement sur certains trains. Pourquoi faire plus simple quand on peut faire plus compliqué ?

Suppression de la seconde classe et trains gratuits pour tous !

Les comptes sont pas bons

L'été c'est plus de trains voyageurs, dont quelques TGV à Austerlitz, beaucoup plus de banlieues avec les travaux Castor : plus de travail en poste. Mais moins de collègues et moins de renforts travaux.

Quand il y a plus de travail, et qu'on tient à avoir plus de congés, il faut plus d'embauches.

À transmettre aux lumières qui nous dirigent.

ELOG(e) de la grève

A l'aiguillage, comme dans d'autres services, la direction a-t-elle monté son groupe de briseurs de grèves avec l'équipe ELOG d'Île-de-France ? On nous a juré qu'il s'agissait de renforts travaux ou de remplacer les non tenus. Mais ces « collègues » spécialisés dans le remplacement ont tous pu prendre leurs congés en juillet et août au moment où c'était le plus tendu en poste.

L'enquête continue.

Petits et grands suceurs de sang

Passons sur les moutons de poussière dans les chambres des foyers. Mais les infestations de punaises de lit, c'est niet ! Orfea fait des économies sur le nettoyage. La SNCF se planque derrière son sous-traitant.

Et nous on ne sera pas de la chair à punaise de lit !

En grève le 26 septembre !

Vu le nombre d'attaques prévues contre nos conditions de travail (avec les restructurations, filialisation sous toutes leurs formes et les effectifs trop faibles) et sur nos salaires (avec l'inflation), il est temps de renouer avec les luttes du premier semestre, aux chemins de fer et dans tous les secteurs. Pas question de laisser passer le bulldozer gouvernemental et patronal : tous et toutes en grève le 26 septembre, un rendez-vous qui en appelle d'autres.

Le CAC40 se porte à merveille... et vous ça va ?

Inflation record, hausse des prix, salaires... Dans les hautes sphères, tout le monde fait mine de s'inquiéter, les médias tournent en boucle mais nos comptes en banque sont toujours autant dans le rouge. Ils cherchent des solutions ? Quelle blague ! Quand on voit les 81 milliards de profit du CAC40 au premier semestre 2023, les élucubrations de Bruno Le Maire et ses amis les industriels ressemblent surtout à du foutage de gueule...

Conférence sociale : ce n'est toujours pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction !

Après douze heures de réunion, Macron, les partis politiques et les syndicats ont enfin pris une décision concernant les salaires : se revoir, pour une nouvelle réunion ! La leçon donnée pendant les négociations sur la réforme des retraites n'a pas suffi, et tout ce beau monde, partis de gauche et organisations syndicales, va donc retourner à la table des négociations pour quémander quelques miettes. Le grand blabla fait sa rentrée, mais on compte bien la perturber par la nôtre, celle des luttes !

Justice et police main dans la main

Plus de 2 000 personnes ont été jugées en lien avec les émeutes qui ont suivi la mort de Nahel, tué par un policier à Nanterre le 27 juin. Parmi celles-ci, près de 1 800, soit 90 %, ont été condamnées à des peines de prison. La police matraque, gaze, mutile et tue. La justice finit le travail en envoyant en prison. Une leçon de la démocratie des riches.

Double peine contre les révoltes

Non content de condamner à la pelle les jeunes qui se sont révoltés à la suite de la mort de Nahel, Darmanin demande maintenant leur expulsion systématique et celle de leur famille de leur logement social. Comme s'il n'y avait pas déjà assez de monde à la rue ! Double peine et punition collective : cette politique répressive du gouvernement est le reflet de la haine de classe d'une bourgeoisie qui n'a que

la terreur pour imposer sa politique désastreuse pour les classes populaires.

Flagrant délit d'impunité

Vendredi, le policier à l'origine de l'amputation du crâne du jeune Hedi pendant les émeutes du début de l'été était remis en liberté. Le même jour, les trois gendarmes responsables de la mort d'Adama Traoré bénéficiaient d'un non-lieu. La justice est tendre avec ses flics.

Dans la rue le 23 septembre...

... Contre la répression et pour nos revendications ! On veut vivre et pas seulement survivre, on ne veut pas crever pour le patronat. Simple, non ? Mais insupportable pour ce gouvernement prêt à tout pour nous faire avaler ces réformes antisociales : à multiplier les provocations racistes pour nous diviser et à taper dur sur ceux qui se mobilisent, qu'ils soient des jeunes révoltés des quartiers populaires, des travailleurs de Disney qui ont osé faire grève ou des militants syndicaux comme le dirigeant de la CGT Énergie convoqué au commissariat pour avoir coupé le courant aux riches et remis aux plus pauvres.

Samedi 23 septembre, tous dans la rue !

